

Cabinet du Syndic d'Aran Communiqué

URGENT (23 HEURES 15)

Communiqué de Presse n° 025 (19 mai 2006)

Le troisième ours réintroduit par le gouvernement français est au Val d'Aran

- *Les gardes forestiers français de l'équipe de suivi pénètrent sur le territoire aranais sans en aviser leurs homologues et, durant vingt heures, suivent incognito la piste de l'ours, jusqu'à ce qu'ils soient détectés par les gardes aranais et informent alors de ce qui est en train de se passer.*
- *Grave conflit diplomatique et au niveau de l'environnement*
- *Plusieurs heures d'inquiétude et manque d'information pour les troupeaux se trouvant à la Ribera del Toran sur la municipalité aranaise de Canejan*
- *Le Syndic d'Aran proteste auprès du Consul français de Barcelone, du Département de l'Environnement de la Généralité de Catalogne, et du Ministère de l'Environnement du Gouvernement espagnol*
- *Rupture des accords techniques sur le suivi de l'ours, convenus avec les administrations autonomes de Catalogne, Navarre, Pays Basque, Aragon et Aran; en plus des gouvernements français et espagnol. Un climat de défiance professionnelle s'est ainsi installé.*
- *La situation est actuellement prise en main par les techniciens et les responsables politiques du Conseil Général d'Aran.*

Le troisième ours slovène réintroduit par le Gouvernement français sur la localité occitane d'Arbas est maintenant au Val d'Aran. Il a été réintroduit dans la nuit de lundi dernier et, depuis jeudi midi, se trouve sur le territoire aranais. Le Gouvernement aranais ne le sait officiellement que depuis trois heures / *vendredi 19 mai 2006, 23 h. 15/.*

L'ours appelé "Hvala" ("Merci" en slovène) est en ce moment à la Ribera del riu Toran, sur la commune aranaise de Canéjan.

Outre l'évidente situation conflictuelle au niveau de l'environnement (manière dont se déplace l'ours, limites du territoire qu'il parcourt), un autre grave conflit s'est produit: alors que les Gardes forestiers français chargés du suivi connaissent cette information depuis jeudi midi, il n'en ont avisé ni leurs homologues aranais, ni les autorités du Conseil Général d'Aran.

Mais un incident encore plus grave a eu lieu: les Gardes forestiers français sont entrés incognito au Val d'Aran afin d'assurer le suivi de l'ours sur le terrain, sans en aviser personne; et, jusqu'à ce qu'ils aient été détectés, ils n'ont donné aucune information sur ce qui se passait. A l'heure actuelle, ils se déplacent encore sur notre territoire.

A cette heure (23 h.), le suivi de l'ours par satellite indique que l'ours est au Val d'Aran, on sait dans quelle zone, mais celle-ci est trop vaste pour savoir à quelle distance il se trouve des troupeaux, ou des hameaux, ou du village même de Canéjan.

Le Gouvernement d'Aran est profondément offensé parce qu'ont été ainsi brisés les compromis sur le suivi des ours réintroduits, qui avaient été adoptés entre les gouvernements français et espagnols, et avec les diverses administrations autonomes.

Le Gouvernement français, le Gouvernement espagnol et les Gouvernements autonomes de Catalogne, Navarre, Pays Basque, Aragon et Aran avaient adopté un accord technique à Barcelone où était établi qu'il y aurait une information constante sur le déplacements des ours à l'intérieur des divers territoires, surtout si ces déplacements concernaient les territoires administrés par des administrations différentes. En outre, il avait été convenu d'informer chacune des équipes de suivi homologuées dès que les ours relâchés s'approchaient de leur territoire, afin que ces équipes autochtones puissent réaliser ce suivi et, s'il y avait alors des troupeaux en train de pâturer, en informer les propriétaires.

Pendant plus de 20 heures les Gardes forestiers français ont circulé incognito sur le territoire aranais et ont gardé pour eux seuls les informations, remettant en cause tout le système de suivi professionnel, laissant dans l'ignorance le Gouvernement d'Aran, et surtout laissant sans aucun avis ni aucune information les éleveurs dont les troupeaux pâturaient ou stationnaient à l'intérieur de la zone concernée.

Pour le Val d'Aran, le suivi de l'ours réintroduit relève de la compétence exclusive du Conseil Général d'Aran.

Face à cette situation de crise, de mauvaise pratique professionnelle et face à cette déloyauté entre territoires, le Syndic d'Aran, Carlos Barrera, a transmis une protestation en urgence au Consulat français à Barcelone, au Département de l'Environnement de la Généralité de Catalogne et au Ministère de l'Environnement du Gouvernement espagnol.

A l'heure actuelle, le Conseil Général d'Aran assure le suivi sur le terrain et par satellite, et il certifie que l'ours se trouve toujours au Val d'Aran.

Une fois de plus, le Gouvernement aranais constate la façon d'agir du Gouvernement français dans cette affaire de réintroduction d'ours: pratique unilatérale, manque total de respect à l'égard des territoires affectés, et manque de respect professionnel des accords adoptés pour les procédures de suivi.

Propos du Syndic d'Aran: *"Je suis indigné par le comportement de l'équipe de suivi française et du Gouvernement français. Ce n'est pas seulement une nouvelle perte de souveraineté sur notre territoire, c'est se moquer de façon méprisante du peuple aranais et de son élevage. Et pendant ce temps la Généralité continue à dormir et la Ministre espagnole de l'Environnement continue à pontifier et à faire ami-ami avec la politique française ..."*